

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 337/04

AMR 41/055/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE Marco Antonio Suástegui Muñoz (h), architecte

Londres, le 17 décembre 2004

Marco Antonio Suástegui Muñoz, l'un des responsables d'un groupe militant contre la construction d'un barrage hydroélectrique dans le sud du Mexique, a manifestement été suivi. Il a également reçu des menaces de mort anonymes et Amnesty International craint que sa vie ne soit en danger.

Marco Antonio Suástegui Muñoz est un membre influent du *Consejo de Ejidos y Comunidades opositoras a La Parota* (CECOP), un mouvement opposé à la construction du barrage hydroélectrique de La Parota, dans la municipalité d'Acapulco (État de Guerrero).

Le 2 décembre, dans un appel téléphonique, un homme lui a indiqué qu'il savait où ils habitaient, lui et ses sœurs, et qu'il connaissait le chemin qu'ils empruntaient pour aller travailler. L'homme l'a insulté et menacé, lui déclarant notamment : « *Tu ferais mieux de te calmer, sinon on va te descendre* ». Le 9 décembre, Marco Antonio Suástegui Muñoz s'est rendu au tribunal dans le cadre de ses activités d'opposant à la construction du barrage. Alors qu'il montait dans un bus pour rentrer chez lui, il a remarqué qu'une voiture dépourvue de plaques d'immatriculation l'avait pris en filature ; trois hommes armés étaient à bord. Lorsqu'il est descendu de l'autocar, le conducteur de la voiture aurait tenté de l'écraser. De retour chez lui, Marco Antonio Suástegui Muñoz a de nouveau aperçu la voiture stationnée devant son domicile. Celle-ci a démarré peu de temps après.

Marco Antonio Suástegui Muñoz a été arrêté en juillet 2004 à la suite d'une réunion à Aguacaliente, l'une des localités touchées par la construction du barrage. Il a été accusé, avec un autre membre du CECOP, d'avoir « *séquestré* » un des cinq fonctionnaires de la *Comisión Federal de Electricidad* (CFE), la compagnie nationale d'électricité chargée du projet, qui étaient venus assister aux débats. Les deux hommes ont démenti les accusations portées contre eux. Ils ont été libérés sous caution dans l'attente des conclusions d'une enquête judiciaire. Dans une lettre adressée aux autorités au niveau de l'État et à l'échelon fédéral, Amnesty International s'est déclarée préoccupée à l'idée que ces deux hommes n'aient été inculpés pour des raisons politiques, afin de décourager toute tentative de protestation contre la construction du barrage.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La construction du barrage de La Parota a divisé les habitants de la région, certains ayant accepté d'être indemnisés pour la destruction de leurs terres, d'autres désapprouvant fermement le projet. En janvier 2003, le *Consejo de Ejidos y Comunidades opositoras a La Parota* (CECOP) a lancé une campagne d'opposition à cette entreprise, car il craignait que plus de 14 000 hectares ne soient inondés à l'issue de la construction, menaçant ainsi les moyens de subsistance d'une vingtaine de communautés de cultivateurs. La *Comisión Federal de Electricidad* (CFE) a recueilli les avis donnés par certains représentants locaux de ces populations, mais, selon le CECOP, le processus de consultation a manqué de transparence et d'équité, car les opposants au projet ont été délibérément tenus à l'écart tandis que d'autres ont été trompés.

Au Mexique, les personnes, notamment les militants politiques et les défenseurs des droits humains, qui s'opposent à des projets de construction ou se mobilisent contre les responsables politiques locaux – ou « *caciques* » – sont souvent la cible de menaces ou de poursuites abusives, en particulier dans les États de Guerrero et d'Oaxaca.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Marco Antonio Suástegui Muñoz et de ses proches, qui ont été la cible de menaces de mort ;

– efforcez-vous d'obtenir la garantie que les autorités prendront toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la protection de Marco Antonio Suástegui Muñoz et de ses proches, conformément aux souhaits de ces personnes, et qu'elles veilleront à ce que cet homme puisse poursuivre ses activités légitimes sans être harcelé ;

– demandez instamment que soit ouverte, dans les meilleurs délais, une enquête détaillée et impartiale sur les menaces que Marco Antonio Suástegui Muñoz a reçues et que les conclusions de ces investigations soient rendues publiques.

APPELS À :

Responsable de l'Unité de promotion et de défense des droits humains au sein du ministère de l'Intérieur :

Maestro Ricardo Sepúlveda Iguinez
Titular de la Unidad para la Promoción y Defensa de Derechos Humanos
Secretaría de Gobernación
Reforma 99, Piso 21, PH
Colonia Tabacalera
06030, México D.F.
Mexique

Fax : +52 55 51 28 02 34 / +52 55 51 28 02 24 / +52 55 5584 2731

Formule d'appel : *Estimado Maestro, / Monsieur,*

Gouverneur de l'État de Guerrero :

Lic. René Juárez Cisneros
Gobernador del Estado de Guerrero
Palacio de Gobierno, segundo piso
Plaza Central, Primer Congreso de Anahuac
Colonia Centro
Chilpancingo 39000
Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 47 2 4596 (veuillez demander : "el tono de fax, por favor") ou +52 747 47 2 3125 (ligne directe)

Courriers électroniques : secretariaparticular@prodigy.net.mx,
secretariaparticular@guerrero.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

Procureur général de l'État de Guerrero :

Lic. Jesus Ramirez Guerrero
Procurador General de Justicia del Estado de Guerrero
Carretera Nacional México-Acapulco Km. 6+300
Tramo Chilpancingo- Petaquillos, Chilpancingo 39090, Guerrero,
Mexique

Télégrammes : Procurador General de Justicia del Estado, Guerrero, Mexique

Fax : +52 747 47 22328

Formule d'appel : *Señor Procurador, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Directeur général de la Comisión Federal de Electricidad (CFE) :

Lic. Alfredo Elías Ayub
Director General de la Comisión Federal de Electricidad
Rio Rodano 14, Col. Cuauhtemoc
06598 México D. F.
Mexique

Fax : +52 55 5310 4614

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 28 JANVIER 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*